Conclusions

Les parties requérantes concluent à ce qu'il plaise au Tribunal:

- annuler la décision C(2014) 3192 final du 26 mai 2014, adoptée dans l'affaire d'aide d'État SA.38517 (2014/NN) — Micula/Roumanie (sentence arbitrale du CIRDI) enjoignant à la Roumanie de suspendre toute action susceptible de mener à l'exécution ou à la mise en œuvre de la sentence du 11 décembre 2013 rendue par un tribunal arbitral établi sous les auspices du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements dans l'affaire Ioan Micula, Viorel Micula et autres/Roumanie (CIRDI, affaire n° ARB/05/20), l'exécution de la sentence étant considérée par la Commission comme une aide d'État illégale, et ce dans l'attente d'une décision définitive de la Commission sur la compatibilité de cette aide d'État avec le marché intérieur;
- rembourser aux requérants les dépens de l'instance.

Moyens et principaux arguments

À l'appui du recours, les parties requérantes invoquent deux moyens.

1. Premier moyen tiré de l'incompétence

- Le droit de l'Union ne s'applique pas au cas d'espèce et la Commission n'a pas la compétence d'adopter une décision au titre de l'article 11, paragraphe 1 du règlement n° 659/1999. La décision de la Commission ne tient pas compte du fait que le droit international impose à la Roumanie d'exécuter la sentence du CIRDI sans tarder, ni du fait que les obligations de droit international de la Roumanie ont primauté sur le droit de l'Union. La décision de la Commission viole l'article 351, paragraphe 1 du TFUE et l'article 4, paragraphe 3, du TUE, qui reconnaissent et protègent les obligations de la Roumanie au titre de la convention CIRDI et du traité bilatéral d'investissement entre la Suède et la Roumanie.

2. Deuxième moyen tiré de l'erreur manifeste de droit et d'appréciation

- La Commission a commis une erreur de droit en considérant à tort l'exécution de la sentence du CIRDI comme une nouvelle mesure d'aide d'État et a porté atteinte à la confiance légitime des requérants. L'intégralité de la décision de la Commission est fondée sur la prémisse erronée selon laquelle l'exécution de la sentence du CIRDI constitue une aide d'État au regard du droit de l'Union. La sentence du CIRDI n'accorde pas d'avantage économique aux requérants, elle ne constitue pas une mesure sélective, ni une mesure volontaire imputable à la Roumanie et elle ne fausse, ni ne menace de fausser la concurrence.

Requête introduite le 19 septembre 2014 — Bayerische Motoren Werke/Commission

(Affaire T-671/14)

(2014/C 439/41)

Langue de procédure: l'allemand

Parties

Partie requérante: Bayerische Motoren Werke AG (Munich Allemagne) (représenté par: M. Rosenthal, G. Drauz et M. Schütte avocats)

Partie défenderesse: Commission européenne

Conclusions

La requérante conclut à ce qu'il plaise au Tribunal:

- annuler la décision que la défenderesse a rendue le 9 juillet 2014 dans l'affaire SA.32009 (2001/C) conformément à l'article 263, quatrième alinéa, TFUE dans la mesure où elle déclare incompatible avec le marché intérieur la somme de 28 257 273 euros, qui correspond à la partie de l'aide de 45 257 273 euros sollicitée qui excède 17 millions d'euros;
- à titre subsidiaire, annuler la décision que la défenderesse a rendue le 9 juillet 2014 dans l'affaire SA.32009 (2001/C) conformément à l'article 263, quatrième alinéa, TFUE dans la mesure où elle déclare incompatible avec le marché intérieur la somme de 22,5 millions d'euros exemptée de l'obligation de notification par l'article 6, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 800/2008 ⁽¹⁾;

— condamner la défenderesse aux dépens conformément à l'article 87 du règlement de procédure du Tribunal.

Moyens et principaux arguments

La requérante articule les moyens suivants à l'appui de son recours:

1. Premier moyen: violation de l'article 108, paragraphe 3, TFUE

- La requérante soutient que la défenderesse aurait enfreint l'article 108, paragraphe 3, TFUE en ce qu'elle ne se serait pas acquittée de son obligation d'examen attentif et impartial, et qu'elle aurait déclaré de façon manifestement erronée que la communication relative aux critères d'appréciation approfondie des aides régionales en faveur de grands projets d'investissement était intégralement applicable.
- La requérante soutient en outre que, si la défenderesse avait correctement apprécié la position que la requérante occupe sur le marché, elle n'aurait pas pu procéder à une appréciation approfondie. En effectuant un examen approfondi sans avoir préalablement déterminé la position de la requérante sur le marché et en lui appliquant un traitement discriminatoire sur la base de celui-ci, la défenderesse a manifestement commis une erreur d'appréciation.

2. Deuxième moyen: violation de l'article 107, paragraphe 3, sous c), TFUE

- La requérante fait encore valoir qu'en limitant, de manière manifestement erronée, l'effet incitatif et l'opportunité de l'aide à la différence des coûts entre Munich et Leipzig, qu'elle avait préalablement évaluée à 17 millions d'euros, la défenderesse aurait enfreint l'article 107, paragraphe 3, sous c), TFUE.
- La requérante explique à ce sujet que la Commission a commis une erreur d'appréciation manifeste en se laissant obnubiler par cette différence des coûts lorsqu'elle a opéré son appréciation approfondie et qu'en définitive, cette fixation et les automatismes qu'elle a induits l'ont empêchée d'exercer correctement son pouvoir d'appréciation, en particulier lorsqu'elle a examiné l'opportunité et les effets de l'aide.

3. Moyen subsidiaire: violation de l'article 108, paragraphe 3, TFUE et du règlement n° 800/2008

- À titre subsidiaire, la requérante soutient qu'en interdisant à la République fédérale d'Allemagne, de manière manifestement erronée, d'accorder à la requérante une aide fondée sur le régime d'aides autorisé énoncé dans l'Investitionszulagengesetz (loi sur les aides aux investissements) pour un montant inférieur au seuil de 22,5 millions d'euros qui déclenche l'obligation de notification, la défenderesse a enfreint l'article 108, paragraphe 3, TFUE ainsi que le règlement n° 800/2008.
- La requérante considère qu'en limitant ainsi le montant des aides au seuil de déclenchement de l'obligation de notification, la défenderesse aurait commis une erreur d'appréciation manifeste, un excès de pouvoir et une discrimination illicite de la requérante par rapport aux bénéficiaires d'aides qui auraient reçu le montant de 22,5 millions d'euros exempté de l'obligation de notification.

(¹) Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (règlement général d'exemption par catégorie) (JO L 214, p. 3).

Recours introduit le 19 septembre 2014 — August Wolff et Remedia/Commission européenne

(Affaire T-672/14)

(2014/C 439/42)

Langue de procédure: l'allemand

Parties

Parties requérantes: Dr. August Wolff GmbH & Co. KG Arzneimittel (Bielefeld, Allemagne), Remedia d.o.o (Zagreb, Croatie)
(représentants: P. Klappich, C. Schmidt et P. Arbeiter, avocats)

Partie défenderesse: Commission européenne